

À qui profitera le boom pétrolier ?

Le Nouvel Observateur, dans sa livraison du 17 juin 2005, aborde l'exploitation pétrolière en Mauritanie et ses retombées socio-économiques pour le pays. Ainsi, l'organe de presse constate que la récente découverte pétrolière en Mauritanie, malgré les promesses de Ould Taya, suscite déjà des craintes quant à l'utilisation des futurs revenus de l'or noir dans un pays pauvre et désertique de 2,7 millions d'habitants.

Le Nouvel Observateur rapporte les propos d'un hôtelier de Nouakchott qui déclare que les Mauritaniens sentiront tellement peu l'odeur du pétrole, que le poisson pourtant plus corsé, a livré ses trésors sans que les citoyens n'en sentent les entêtantes effluves. Malgré tout, pour cet hôtelier, une nouvelle ère s'ouvre en Mauritanie.

Les Mauritaniens entrevoient certes, les énormes retombées que l'exploitation du pétrole, découvert en 2002, peuvent apporter sur le plan économique et social, mais ils s'inquiètent de la répartition de la manne pétrolière, comme c'est le cas dans les autres pays producteurs du continent.

L'inquiétude est d'autant plus sérieuse qu'elle provient également des cercles proches du président Ould Taya, dont l'un souligne : « ce serait vraiment terrible si les profits provenant de l'exploitation pétrolière allaient dans les mêmes poches, tout comme les autres profits engendrés par les ressources mauritaniennes », avant de prévenir « si la population n'en profite pas, ce sera la guerre civile ».

Dès le début de 2006, la société Woodside tirera des puits de Chinguitty, les premiers barils mauritaniens pour une production journalière estimée à 75.000 barils et des réserves d'environ 120 millions de barils.

Ces puits devra être suivi de l'exploitation de trois autres, dont le plus important est

«Thiof», opérationnel en 2007.

«Selon un représentant de Woodside, rapporte le Nouvel Observateur, 35 cents sur chaque dollar sera reversé au gouvernement». Ainsi, les recettes tirées de l'exploitation pétrolière sont estimées à 350 millions de dollars par an et iront directement dans les caisses de l'État. «Une coquette somme pour un pays dont le PIB ne dépasse pas les 1,1 milliard de dollars» constate le journal qui reprend les promesses du gouvernement sur une répartition juste et équitable des revenus pétroliers sur l'ensemble du pays, «peuplé en majorité d'anciens nomades devenus agriculteurs».

Ainsi, le nouveau département du Pétrole confié à Zeidane Ould H'Meida, ne s'occupera pas seulement de la gestion des investissements étrangers mais aussi de l'analyse des impacts sociaux : réduction de la pauvreté, éducation, santé seront les secteurs clés.

Woodside a déjà mené des études d'impact environnemental et social sur les potentielles retombées de l'exploitation pétrolière, à condition que le gouvernement utilise l'argent dans des programmes de développement. Selon un commerçant, c'est justement ce pouvoir de décision du gouvernement sur la répartition de la richesse pétrolière qui inquiète les citoyens, déjà fixés sur l'utilisation des biens publics, vu les nombreuses voitures de luxe qui défilent sur les avenues de Nouakchott. Certains mauritaniens estiment que 80 % des ressources minières et halieutiques du pays sont gérées par une douzaine de puissantes familles et qu'il y a peu d'espoir avec le pétrole.

L'organe chute sur une déclaration du président du RFD, Ahmed Ould Daddah qui estime que «le pétrole est à double tranchant, il peut apporter le meilleur comme le pire. Ce ne sont certainement pas les ressources qui manquent, mais un père sage pour les redistribuer».